

Université d'Été **Européenne** d'Attac

oOo

E N A 2 0 1 1

European Network Academy for Social Movements



F R E I B U R G - A L L E M A G N E

Du 09 au 14 Août 2011

Avant-propos

Beaucoup de nationalités à l'université d'été du réseau européen d'ATTAC et une grande richesse de témoignages : Allemands, Français, Anglais, Néerlandais, Belges, Espagnols, Portugais, Grecs, Irlandais,... et même des Luxembourgeois et des Suisses !

Des Forums chaque après-midi sur les 4 thèmes principaux de l'Université d'été : Systèmes financiers, Démocratie, Crise économique et sociale, Ecologie et climat.

Des plénières le soir, consacrées à des discussions sur le mouvement (dont une soirée dédiée à une plénière Attac France).

De nombreux ateliers parallèles, chaque matin et en deuxième partie d'après-midi, certains comprenant plusieurs séances sur plusieurs jours. Les ateliers étaient regroupés selon les 5 thématiques :

- Finance (F)
- Démocratie (D),
- Contexte économique et social (S),
- Ecologie et climat (E)
- Autre catégorie (X).

Les ateliers consistaient soit en interventions puis questions / discussions, soit en débats, soit encore en actions très pratiques, comme " Théâtre de rue politique " ou " Peindre des bannières ", ou encore des cours d'Espéranto ! A noter également des ateliers spécialement conçu pour les enfants.

Voici donc le compte-rendu des séances auxquelles nous avons assisté. Il s'agit essentiellement d'une retranscription de nos notes. S'il y a des erreurs, elles seront de notre fait, d'autant que les interventions n'étaient pas toujours traduites en français, malgré un remarquable effort de l'organisation à ce sujet (traduction simultanée de toutes les séances au moins en anglais !).



Sommaire

Forum "Démocratie"	4
Atelier "La financiarisation des ressources naturelles" (F)	5
Atelier "La pauvreté en Europe" (S).....	5
Plénière "Quel mouvement nous faut-il ?"	6
Atelier "Economie solidaire" (S).....	8
Forum "Economie et chemins pour sortir de la crise"	9
Atelier "La semaine de 30 heures en Europe et les directives européennes relatives au temps de travail" (S)	12
Atelier "Les banques centrales et la politique monétaire en Europe : les alternatives" (F).....	12
Plénière "Attac France"	17
Atelier "Des alternatives locales de transition écologique ... à une transition globale de nos sociétés" (E)	21
Atelier "Actions concrètes au niveau européen pour élaborer des alternatives à l'actuelle politique de réduction des budgets" (S) 22	
Forum "Ecologie et climat"	23
Atelier "La politique sans les politiciens" (D).....	25

Jeudi 11 août

Forum "Démocratie"

Intervention : Christian Felber (Autriche), Dexter Whitfield (Grande-Bretagne),
Suzan George (France)

La démocratie est le régime politique dans lequel le peuple est souverain, de façon générale, un gouvernement est dit démocratique par opposition aux systèmes monarchiques d'une part, où le pouvoir est détenu par un seul, et d'autre part aux systèmes oligarchiques, où le pouvoir est détenu par un groupe restreint d'individus.

Depuis 1870, le marché souverain régule les sociétés et augmente les inégalités, la légitimité de l'autorité ne repose plus sur la souveraineté du peuple et de la nation.

Il serait sensé de dire que nous avons une démocratie en germe, nous votons tous les 5 ans pour des gens qui forment des coalitions, comment renouveler notre démocratie. Une révolution sociale n'est pas une fin en soi, les personnes doivent vivre ensemble et l'on doit pouvoir mettre des limites aux intérêts particuliers. La démocratie ne vaut rien si elle sert aux intérêts de certains au détriment de la majorité.

Les mots les plus importants de la constitution américaine sont : "Nous, le Peuple des Etats-Unis". Quelle est la démocratie que nous voulons obtenir, car le marché devenu souverain régule les sociétés et creuse les inégalités. Le droit humain à la propriété fait partie des droits de l'homme, elle doit aider à la prospérité de la société, comment régler la question de la propriété sans laquelle la démocratie n'est pas possible.

La démocratie participative peut-elle être un modèle (voir aussi Atelier " La politique sans les politiciens ") ? On doit réfléchir à la question d'apporter cette démocratie à tous et se battre contre les lobbies, en se battant avec les syndicats.

Tous les mouvements sociaux devraient se mettre d'accord pour une charte démocratie, ils seraient alors plus attractifs. Ce qui se passe pendant les crises financières, se sont les diminutions des dépenses publiques, mais le budget d'un état ne ressemble pas au budget d'un ménage, il faut répéter indéfiniment, NON, ce n'est pas vrai qu'il faut diminuer les postes de fonctionnaires.

Un état où la sauvegarde de l'environnement et le problème des énergies renouvelables seraient la priorité des politiciens, ainsi que d'une grande partie du peuple pourrait aussi être un modèle d'organisation politique et juridique de société.

Idées clé

- Qui doit être souverain dans les choix politiques (au sens de vie de la cité) ? Redonner leur place aux peuples, perdue au détriment de la toute puissance de la finance.
- Faire entrer la démocratie dans le champ de l'économie plutôt que de les séparer comme c'est (volontairement) le cas actuellement.

Atelier “La financiarisation des ressources naturelles” (F)

Intervention : Alexandra Strickner (Autriche)

Au cours des dernières décennies, les matières premières et denrées alimentaires sont devenues un type d'actifs financiers à part entière.

De nouvelles ingénieries financières ont été créées pour générer des cash flow “la transformation de ressources primaires en valeur financière”. Exemple avec le charbon, on vend en amont les bénéfices d'une mine avant qu'elle ne soit exploitée. On peut spéculer sur du blé qui n'est pas encore semé, ce sont des contrats financiers à terme concernant le marché des futurs.

Comment faire de l'argent à partir de matières premières, depuis les années 1990, les prix des denrées alimentaires de base ont augmenté de 200%, en 2008 une nouvelle hausse des prix a déclenché des émeutes de la faim, cette volatilité des prix a connu deux pics en 2008 et 2011. En 2011 c'est le début du marché des produits dérivés, par exemple un intermédiaire achète le blé au paysan pour le vendre au meunier, les contrats sont négociés sur les prix mondiaux. Une production qui n'existe pas encore est échangée, le contrat financier est à terme, la spéculation s'ajuste sur des futurs et ainsi se produit un marché d'échange sans que la production ne soit vendue.

Dans la dernière décennie ces instruments financiers notamment aux Etats-Unis sont largement utilisés. Il y a aussi des agents qui couvrent les transactions. Une grande partie des bénéfices ne sont pas redistribués aux paysans.

90% des négociations se font par les banques, les réserves dans les dépôts stockés ne sont pas vendues. Une nouvelle tendance est de donner les résultats selon la volonté de grands investisseurs. Depuis le crash de 2008, l'union européenne n'a pas trouvé comment limiter la spéculation.

La finance n'est pas simplement un jeu de casino, mais fait partie aussi de l'économie réel. Beaucoup de spéculations se passent dans des pays émergents sur les terres réquisitionnées pour la production de produits voués à l'exportation, ce qui entraîne un appauvrissement des cultures vivrières locales.

Atelier “La pauvreté en Europe” (S)

Intervention : Sian Jones (Bruxelles), Erika Biehn (Allemagne)

Atelier sur plusieurs jours. Cette séance était consacrée à des témoignages sur les différentes formes de travail forcé. La précédente avait été consacrée à un état des lieux, la 3^{ème} au lien revenu minimum / salaire minimum et à la discussion d'une initiative de l'EAPN (European Anti-Poverty Network) voulant faire passer une directive européenne imposant l'impossibilité de fixer un revenu minimum d'existence inférieur au seuil de pauvreté officiel de l'Union Européenne.

NDLR – Seuil de pauvreté : Proportion de personnes qui vivent avec moins de 60 % du revenu médian, celui qui sépare la population en deux, la moitié recevant moins que ce revenu, l'autre plus. Actuellement, il n'y a pas de revenu médian européen officiel. On prend le revenu médian de chaque pays.

Les conditions de vie dépendent beaucoup des possibilités d'avoir un travail normal. Cela pose la question des critères du travail forcé par rapport au travail libre, pour lesquels la proposition est de se baser sur la Convention des Droits de l'Homme.

On observe globalement une dégradation du marché du travail depuis 20 ans, et parallèlement une augmentation du travail précaire et du travail forcé. Dans certains pays on assiste à la mise en place de véritables systèmes de travail forcé. Par exemple, il est rapporté qu'en Hongrie, des personnes sans travail sont mis au travail forcé pour 40 % du salaire minimum, encadrés par d'anciens policiers à la retraite. Cela suscite malheureusement peu de mobilisation des syndicats.

Il faudrait encadrer plus rigoureusement les "travaux complémentaires" qui se développent, amenant les gens à la limite du seuil de pauvreté, voire en dessous, les obligeant à prendre plusieurs petits emplois de même type. En exigeant notamment des conditions de travail décentes, un contrat de travail clair (type de travail demandé, lieu,...), que ce travail soit mis au service de la communauté et non d'intérêts particuliers, qu'il soit régulier, qu'il donne lieu à un salaire fixe, que la durée de travail totale de la personne soit encadrée, que son travail lui donne systématiquement accès au système de sécurité sociale quel que soit le taux d'activité (cette loi existe par exemple au Pays-Bas pour ce qui concerne les travailleurs handicapés)...

Tout ce qui ne répondrait pas à ces critères serait à considérer comme du travail forcé.

A noter les conséquences spécifiques des emplois temporaires et précaires sur la situation des femmes. Dans plusieurs pays, de plus en plus de femmes sont amenées à rester à la maison plutôt que de cumuler plusieurs emplois à temps partiel aux horaires de travail contraignants et non maîtrisés et ne procurant finalement que de petits salaires.

Plénière "Quel mouvement nous faut-il ?"

Intervention : Alessandra Mecozzi (Italie), Alexandra Strickner (Autriche),
Christina Asensi (Espagne), Ulrich Brand (Allemagne)

Construire un nouveau système économique, social et culturel pour construire une nouvelle Europe. Nous avons besoin de projets dans le système de l'éducation, nous devons changer la représentation hégémonique et examiner si le système horizontal est bon en soi pour se débarrasser du système vertical qui ne serait plus adapté.

Le défi c'est comment définir un programme structuré et avoir une vision commune malgré les différences culturelles. Nous sommes dans une période de bouleversement, tous les modèles sont en crise, l'état providence, les systèmes libéraux, les régimes méditerranéens. Notre lutte est de nous rassembler et trouver des partenaires, de s'allier aux syndicats, aux états car c'est ce qui va faire notre force.

Le processus de forum social européen a permis de construire des réseaux, exemple le réseau de justice européen. Il faut nous garder de développer une euphorie de révolte et chercher des alliances.

ATTAC a une représentation libérale de l'état, le libéralisme est un courant de pensée de philosophie politique, né d'une opposition à l'absolutisme et au droit divin dans l'Europe

des Lumières, qui affirme la primauté des principes de liberté et de responsabilité individuelle sur le pouvoir du souverain.

Idées clé

- Proposer un cadre alternatif au modèle dominant : redonner leur rôle aux peuples dans la construction de nos sociétés, remplacer l'organisation pyramidale par une organisation horizontale, lutter contre l'hégémonie y compris celle des syndicats
- Construire une culture politique européenne : la démocratie doit se (re)construire au niveau européen. Des décisions sont prises sans concertation avec les peuples au niveau national. Il faut faire pression sur notre niveau national, s'emparer des questions démocratiques (utilisation des ressources, partage du travail,...).
- Nécessité d'une vision explicitée et structurée sur l'Europe, sur les perspectives possibles, se structurer aussi au niveau européen.

Vendredi 12 août

Atelier "Economie solidaire" (S)

Intervention : Josette Combes (France), Eric Goujot (France),
Harald Bender (Allemagne), Giuliana Giorgi (Italie)

La révolution industrielle n'est pas causée seulement par des innovations techniques, mais plutôt sociales telles que le marché libre et l'usine. La mécanisation de la production au sein des usines nécessite la création d'un marché libre où les marchandises et le travail sont à la fois disponibles à tout instant et peuvent s'écouler rapidement. De ce fait, la terre, le travail et la monnaie - trois éléments qui sont la "substance de la société", ont été transformés en marchandises circulant sur le marché. Mais ces trois éléments constituent des marchandises fictives : ce ne sont pas des marchandises dans la mesure où une marchandise se définit comme quelque chose qui est en premier lieu produit pour être vendue, ce qui n'est pas le cas de ces trois éléments.

Le marché autorégulateur a permis le "désencastrement" de l'économie et de la technique, leur séparation d'avec la société : les sphères de la production et de la distribution des biens ne sont plus sous le contrôle de la population, ni sous un contrôle politique et social comme dans les sociétés traditionnelles, mais apparaissent aux mains d'intérêts privés en concurrence pour le gain maximum. Le coût social de cette dérégulation étant trop important : la société réagit en protégeant ses membres, ce qui entre en contradiction avec les exigences du marché autorégulé.

En 1993 le marché unique du traité de Maastricht édicte des règles que tous les pays membres doivent respecter, l'unité économique est créée avant l'unité juridique. La politique monétaire est ajustée par rapport au poids du pays, géré comme une entreprise privée, l'Allemagne et la France détiennent le tiers de la monnaie, c'est une perte de souveraineté des autres pays européens.

Dans une économie consumériste l'offre précède la demande par le biais du marketing et de la publicité, ce qui est l'inverse d'une situation classique où l'offre suit la demande. L'économie solidaire, économie alternative, est quant à elle initiée par un besoin. On veille à équilibrer les demandes avec les capacités environnementales.

L'économie sociale et solidaire regroupe un ensemble de coopératives, mutuelles, associations, syndicats et fondations, fonctionnant sur des principes d'égalité des personnes (1 personne 1 voix), de solidarité entre membres et d'indépendance économique. Ses activités visent à expérimenter de nouveaux "modèles" de fonctionnement de l'économie, tels le commerce équitable ou l'insertion par l'activité économique.

La négociation sans intermédiaire, l'implication des individus (à la fois producteurs et consommateurs), la coopération (fonctionnement sur le mode du réseau, qui s'oppose à une organisation pyramidale, dirigée par une élite), la modération de son appétit (vouloir posséder toujours davantage), la recherche de la proximité (relocalisation des économies vivrières), la valorisation des faunes et des flores locales, le recyclage des déchets, la

réduction des emballages, sont nécessaires pour développer une économie sociale et solidaire.

Exemple d'économie solidaire avec les AMAP (Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) qui visent à préserver l'existence de fermes de proximité dans une logique d'agriculture durable.

En France, la première édition des états généraux de l'économie sociale et solidaire a connu un véritable succès : plus de 5000 personnes ont investi le Palais Brongniat le week-end du 17 au 19 juin 2011, dans le cadre d'un événement festif et citoyen. Au cœur de Paris, dans l'ancienne Bourse, où les transactions de valeurs financières faisaient et défaisaient d'immenses fortunes, les discussions entre hommes et femmes en quête d'un nouveau modèle de développement se sont substitués aux cris des acheteurs et vendeurs d'actions et d'obligations.

Forum "Economie et chemins pour sortir de la crise"

Intervention : Elisabeth Klatzer (Autriche), Mariana Motagua (Portugal),
Bruno Ciccaglione (Bruxelles)

La question au centre de la situation actuelle est celle de la souveraineté : qui doit décider les stratégies économiques et politiques ? Actuellement, tout est dicté par les marchés. Il ne s'agit pas seulement de régler les problèmes financiers, mais aussi de la répartition, de la démocratisation des décisions.

Comment nous positionner dans le combat et le défi pour se sortir de la politique d'austérité. Les forces libérales ne sont pas assez contrôlées et sont en train de gagner du terrain. La crise de l'endettement, qui atteint un paroxysme aujourd'hui, n'est pas liée seulement à l'endettement propre des pays mais est la conséquence de la crise économique de 2008 : une très grosse part de la dette de chaque pays est liée au sauvetage des banques. C'est une crise du déséquilibre dans la répartition des dépenses, une crise issue du pouvoir démesuré qu'on a laissé aux marchés et à l'idéologie néo-libérale et non pas la conséquence d'une augmentation inconsidérée des dépenses. La crise de l'endettement concerne tous les pays européens et également les Etats-Unis.

Or cette crise est constamment présentée comme le résultat d'une gestion irresponsable et trop sociale, ce qui renforce le modèle néo-libéral, fermant la porte à tout changement de trajectoire.

La gouvernance économique devrait être renforcée par le contrôle politique des marchés, ce qui pose la question de la définition de critères de souveraineté et ouvre celle de la régulation des agences de notation. Les pactes de gouvernance économique vont être votés prochainement par l'Union Européenne (novembre). Certains projets prévoient des sanctions vis-à-vis des pays qui ne seraient pas dans le rang à hauteur de 0,5 % du PIB national, ce qui aurait valeur de loi si cela était voté.

Il existe actuellement une pétition pour le parlement européen, pour dire NON à cette nouvelle gouvernance économique avec renforcement de sanctions : www.oureurope.org.

Que faire face à cette situation, ce rouleau compresseur ? Quelles sont nos propositions ?

- Il faudrait une réforme du pacte de stabilité européen → parler de l'endettement, mais aussi du manque de recettes, donc notamment de la taxation des revenus financiers, parler également du marché de l'emploi, arrêter de se focaliser seulement sur l'inflation.

Il faut aller plus loin et remettre totalement en question le cœur de l'idéologie et le poids des marchés. Ces questions devraient être à mettre au cœur des débats car c'est la base de la politique économique actuelle. Aller jusqu'à remettre en question l'utilité des bourses, qui sont le véhicule des politiques actuelles pour gérer les profits. Voir aussi l'article de F. Lordon dans le Monde Diplomatique : " Avons-nous besoin des bourses ? ".

- Il faut faire le lien entre l'échelle européenne et les échelles nationales. Il est indispensable de se coordonner à ces deux niveaux, donc y compris au niveau européen quand il décide pour les états membres sans que les peuples ne puissent réellement s'y opposer.

Les marchés financiers ont perdus de l'argent en jouant avec le feu et ont été renfloués par les Etats. Ils continuent de spéculer sur les taux d'intérêt des emprunts publics, dont une large part est la conséquence du renflouement des banques.

Comment amène-t-on les gens à accepter cette situation insensée ? En nous assenant en permanence des contre-vérités, par exemple que les salaires sont trop élevés, ce qui fait que nous ne sommes pas assez compétitifs ou qu'il y a trop de dépenses.

Au Portugal, c'est ainsi qu'on a fait passer progressivement 4 pack d'austérité présentés comme inévitables et indispensables, en attaquant d'abord les salaires et en augmentant les taxes, en réduisant ensuite les investissements publics et la couverture de la sécurité sociale, puis en privatisant de nombreuses entreprises. Enfin, l'augmentation des frais de transport est prévue prochainement (+50 % d'augmentation prévue en 2012, ce qui vient d'être fait en Espagne).

Or, si on regarde les faits, tout est faux (les dépenses, l'absence de compétitivité, les niveaux de salaires : des graphiques sont présentés lors de l'intervention). Mais c'est ce martelage qui amène au crédo selon lequel la flexibilité du marché du travail serait la solution et créerait des emplois. Pourtant, la flexibilité est en œuvre depuis de nombreuses années et le taux de chômage ne cesse d'augmenter. Il y a actuellement 770 000 chômeurs au Portugal, dont beaucoup ne reçoivent pas d'allocations. Le pouvoir d'achat ne cesse d'augmenter, ainsi que les inégalités et la précarité. A l'inverse, les riches ne cessent de s'enrichir..

Quelles seraient les alternatives ?

- Un investissement public pour créer des emplois
- Un audit de la dette
- Une régulation de la BCE (il n'y a aucune démocratie dans ce type d'institutions, où les gens ne sont pas élus mais nommés et restent en poste même quand les gouvernements changent)
- Contrer le pouvoir des agences de notation
- Eradiquer les paradis fiscaux.

La situation est difficile, les gens difficiles à mobiliser sur des idées précises en cette période de forte dépolitisation et de grande méfiance vis-à-vis de la politique et des gouvernements.

Quelques rappels sur l'économie mondiale actuelle : l'Union européenne est le plus gros exportateur au monde. Ces exportations représentent 1,3 trilliards d'€ et 13 % du PIB européen. Très prochainement, 90% de la croissance va se trouver en dehors de l'Europe, avec une Chine qui produit 1/3 de la production mondiale à elle seule.

Il est urgent de remettre l'économie au service des intérêts des peuples et de la planète plutôt qu'à ceux des multinationales, des élites, des institutions. Il est urgent de donner notre vision sur le rôle que nous pensons que doivent avoir les investissements, à quoi ils doivent être consacrés, quelles formes ils doivent avoir, comment ils doivent être répartis. Pour cela, il faut réguler le commerce et l'investissement dans l'Union Européenne. Il faut mettre en questions les stratégies qui prévalent, reconsidérer le rôle de l'Union Européenne dont les élites ont réussi à importer des produits peu chers et à exporter des produits chers. Notre prospérité dépend de l'exploitation de la planète et des peuples du sud, cette exploitation n'est plus possible. L'Inde, la Chine, le Brésil sont maintenant en mesure de négocier avec l'UE et les élites ont peur. Il faut également modifier nos traités et nos partenariats avec les pays émergents.

Questions

- Avons-nous besoin des agences de notation ?

Il ne suffit pas de remettre en cause les agences de notation. Il faut surtout dans un premier temps normaliser leur rôle (dictatorial actuellement). Il faut ensuite les marginaliser et mettre en place un moyen alternatif et plus démocratique de contrôler le système financier. Il ne s'agit pas d'être contre la marchandisation et contre le commerce mais contre l'hégémonie des multinationales qui imposent des dictats à l'UE. Le G20 va se dérouler à Nice en novembre, nous avons besoin d'être plus radical dans nos demandes.

- Quid d'une augmentation des taxes sur les forts revenus et les revenus financiers ?

En effet, réduire les dépenses n'est pas la seule réponse possible. Il faut aussi augmenter les recettes ! Par ce type de taxes mais aussi en éliminant les paradis fiscaux, ou encore en harmonisant la fiscalité des entreprises au niveau européen pour éviter la compétition entre états membres européens.

- Pourquoi les états ne pourraient-ils pas emprunter à la BCE comme les banques peuvent le faire ?

C'est lié aux statuts de la BCE inscrits dans les traités de Maastricht et de Lisbonne. La BCE n'est pas autorisée à acheter les dettes publiques sur les marchés primaires. Actuellement, elle contourne cette règle en le faisant sur les marchés secondaires, c'est-à-dire le marché des " mauvaises dettes ", celles dont les banques ne veulent pas.

- Faut-il quitter l'Europe ?

Le problème n'est pas tant l'UE que sa politique actuelle. Il ne faut pas moins d'Europe mais au contraire d'avantage d'Europe, mais une autre Europe. Par exemple celle qui déciderait de donner le pouvoir à la BCE de financer les investissements publics.

Atelier "La semaine de 30 heures en Europe et les directives européennes relatives au temps de travail" (S)

Intervention : Margareta Steinrücke (Allemagne), Denise Reverdito (France)

Actuellement, à l'échelle européenne, nous négocions sur "la directive temps de travail", elle doit être transposée, c'est un évènement intéressant et ATTAC en tant que mouvement social veut agir.

Cette directive date de 1993, elle fixe les aménagements de temps de travail pour les 27 pays membres, le temps de repos de 11 heures entre deux jours de travail, une durée maximale de temps de travail par semaine de 48 heures et minimale de 24 heures, le temps annuel de congé de 4 semaines. La période de référence pour les calculs sont de 4 mois.

Les prescriptions minimales générales de sécurité et de santé en matière d'aménagement du temps de travail visent en outre les périodes de repos journalier, les temps de pause, les repos hebdomadaires de travail, les congés annuels, ainsi que certains aspects du travail de nuit et du travail posté.

Des dispositions particulières ou sectorielles sont établies, elles concernent le travail de nuit, le transport routier, les activités en mer et l'aviation civile.

La première convention du travail est née en 1919, elle a établi la semaine de 48 heures et 8 heures par jour. A ce jour les négociations visant la révision de la directive se sont soldées par un échec, des dérogations sont accordées, les intérêts du capital et des salariés se confrontent, l'intérêt du capital serait d'utiliser les salariés 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Les employés quant à eux, veulent protéger leur santé et garder du temps pour leur vie privée. Les employeurs veulent une flexibilité maximale et appliquer la règle "Toute période qui n'est pas du temps de travail est du temps de repos", les heures de garde ne sont pas considérées comme du travail.

Réduire le temps de travail est très important pour réduire le chômage des jeunes. Changer la directive sur le temps de travail et fixer une semaine de 30 heures permettraient de revenir au plein emploi.

Atelier "Les banques centrales et la politique monétaire en Europe : les alternatives" (F)

Intervention : Marika Frangakis (Grèce), Dominique Plihon (France)

La monnaie, l'argent, n'est pas quelque chose de neutre, et son contrôle a varié au cours du temps. On peut distinguer trois grandes phases dans la période la plus récente :

- Avant les années 60 : la gestion " victorienne "
- Jusqu'à la fin des années 60 : le contrôle par les gouvernements
- Depuis les années 70, le contrôle par les banques centrales

La BCE (Banque Centrale Européenne) est le " couloir " ultime central. Son principal objectif est de garder les prix stables et de contenir l'inflation à 2%. Son indépendance est garantie constitutionnellement. Dans un tel système, la monnaie devient " neutre " :

on en occulte la nature sociale. L'inflation n'est vue que comme un phénomène économique, pas dans son influence sociale.

Entre 2000 et 2008, l'inflation a pu être maintenue aux environs de 2 %. Est ensuite survenue la crise de 2008, qui a fait chuter les PIB. La réponse de la BCE à la crise s'est faite en 3 temps :

- Un ajustement fin des provisions en liquidités du secteur bancaire, avec augmentation du taux de 4 à 4,25 % à cause de pressions inflationnistes
- Puis la provision illimitée de liquidités, pour toutes les opérations de refinancement, à un taux fixe de 1 %, soit une aubaine pour les banques qui avaient besoin d'argent
- Intervention dans les marchés secondaires (notamment ceux des emprunts publics), moyen détourné d'aider les pays, la BCE n'ayant pas le droit de leur prêter directement de l'argent. En 2008, la BCE se résout ainsi à racheter des obligations pour soutenir les banques (les encourager à consentir des prêts immobiliers...) et stabiliser les prix.

Au global, ce sont des sommes colossales qui ont été déboursées. Encore très récemment (cf crise de cet été), la BCE a racheté les obligations de l'Italie et de l'Espagne pour renflouer leurs caisses.

Avec un tel système, on incite les banques commerciales à demander plus de liquidité qu'elles n'en ont besoin réellement pour financer leurs transactions journalières. On met en place un fonctionnement très opaque et on se livre à des opérations peu prudentes. A noter d'ailleurs que la supervision prudente (prudential supervision) ne fait pas partie des tâches de base de la BCE.

L'impact de la crise a donc été l'inversion des rôles entre gouvernements et BCE, les gouvernements cherchant à garantir les emprunts de la banque centrale, qui n'a de comptes à rendre à personne, et surtout pas aux peuples, alors que cela devrait être le contraire.

Quelle vision alternative pourrait-on proposer au fonctionnement actuel de la BCE. Voici quelques propositions (non exhaustives).

La BCE est l'institution néo-libérale la plus puissante de la zone Euro. Avec la FED aux USA, elle a eu une part considérable dans la crise de 2008. Elles n'ont pas vu l'instabilité du système (par exemple les bulles immobilières) et ont refusé de mener des actions préventives. Elles ont mené des politiques trop accommodantes vis-à-vis du système bancaire (par exemple en lui prêtant de l'argent à des taux trop bas, à l'origine de la bulle immobilière).

Proposition alternative 1 : Revoir la doctrine économique qui sous-tend la BCE

Le fonctionnement de la BCE est défectueux et est devenu inacceptable. C'est tout le cadre économique sur lequel se base son fonctionnement qu'il faut revoir, et notamment son mode de gouvernance : son indépendance, ses objectifs, son positionnement par rapport aux autres institutions.

Le cadre économique sur lequel est basé la BCE est issu de l'Ecole de Chicago (modèle de Milton Friedman), où l'inflation est vue comme de la monnaie en excès, où l'on prône la stabilité monétaire (pas d'inflation) comme gage de la stabilité financière. Or, ceci est

faux : stabilité monétaire n'engendre pas systématiquement stabilité financière. Selon ce cadre également, ce sont aux marchés de s'ajuster, ce qui va produire le plein emploi (et si ce n'est pas le cas, c'est qu'on ne s'est pas suffisamment bien ajusté...).

C'est ce cadre économique erroné qui donne lieu aux politiques discrétionnaires et inefficaces de la BCE.

D'autres théoriciens économiques ont montré au contraire qu'il n'y a pas de lien aussi étroit entre la monnaie et les prix, la stabilité monétaire étant une condition non suffisante et pouvant même générer de l'instabilité financière.

D'où vient ce dogme de la nécessité de maîtriser à tout prix et avant tout l'inflation ? Si l'on regarde l'évolution des prix du G7 européen, on voit que les années 70 ont connu une forte diminution des prix (qui étaient élevés), puis une stabilité à partir des années 80 à un faible niveau (aux environs de 2 %). La thèse est alors née que ce maintien durable de l'inflation à un niveau faible était lié à la politique monétaire, et c'est devenu le credo.

Une contre-thèse à cette façon de penser est de considérer que le maintien de l'inflation était plutôt dûs aux changements structurels liés à la mondialisation, notamment à la compression/rigueur des salaires, ce qui met une pression sur les prix, et la compétition.

On s'est ainsi retrouvé dans ce que Minsky a appelé le " paradoxe de la tranquillité " : c'est lorsque tout a l'air d'aller bien que les acteurs financiers prennent des risques énormes. Ceci n'a non seulement pas du tout été vu par la BCE, mais la BCE a même renforcé ce mouvement par ses prêts à des taux trop bas, laissant les acteurs s'endetter (d'où spéculation, puis bulle immobilière, etc.).

Pour changer le cours de choses, il faudrait donc entamer une vraie réforme monétaire, redonner des objectifs précis et " sociaux " à la BCE. Lui donner des objectifs sur le taux de chômage par exemple (qu'on laisse " flotter ") et la croissance plutôt que de mettre la priorité sur les prix, sur l'inflation. Des objectifs liés à la gestion du crédit et de la dette plutôt qu'à la seule gestion de l'inflation. Les banques centrales devraient intervenir sur le marché des changes et le marché de la dette.

Ces objectifs devraient être fixés par les gouvernements et non par la BCE elle-même, celle-ci ne devant avoir que le choix des moyens, des instruments, pour parvenir aux objectifs donnés.

Proposition alternative 2 : Développer de nouveaux instruments

Par exemple le plafonnement du crédit, les spéculateurs utilisant le crédit pour développer leurs opérations. Les banques utilisent l'argent emprunté au-delà de leurs seules opérations financières quotidiennes classiques, elles spéculent.

Il faudrait gérer les crédits selon la situation, en les réservant à certains secteurs et en les limitant pour d'autres (par exemple si des débuts de bulles commencent à émerger).

La BCE devrait également avoir le droit d'intervenir directement dans le déficit des gouvernements, avoir le droit de prêter aux gouvernements. Ce qui reviendrait à mettre le droit de création monétaire au profit des états (qui passent actuellement par les marchés secondaires : rachat d'obligations sur le marché de la dette).

Proposition alternative 3 : Revoir les modes de régulation

La BCE devrait avoir un rôle de supervision, de surveillance du système financier, rôle dont elle est actuellement dédouanée. Depuis 2011, la BCE a un micro-rôle de supervision prudentielle, avec des superviseurs regroupés dans des autorités centrales. Puis on est rapidement passé à une supervision plus macro avec un Conseil Européen du Risque Systémique.

Des réformes sont donc en cours mais sont insuffisantes. La BCE n'a toujours aucun pouvoir d'action vis-à-vis d'une banque prenant trop de risques par exemple. Il faudrait donc se doter de véritables instruments de supervision, de surveillance du fonctionnement du système. Au niveau micro, c'est-à-dire au niveau des banques (s'assurer qu'elles ont des fonds suffisants par exemple) et au niveau macro, c'est-à-dire par secteur.

Proposition alternative 4 : De nouvelles règles de gouvernance

Le problème central est l'indépendance de la BCE, qui n'a de comptes à rendre à personne et donne un pouvoir insupportable aux banques. Ceci est inacceptable. Au contraire, les banques centrales doivent rendre des comptes aux populations et aux gouvernements concernés. Ce système donne toute latitude aux lobbies financiers sur la BCE, indépendante mais sous leur coupe.

Il faut que la BCE se coordonne avec les autres acteurs de la politique budgétaire. Les banques centrales sont des acteurs trop importants pour rester indépendantes, elles doivent se coordonner.

Questions

1. Quels sont les mécanismes des lobbies financiers ?

Il en y en deux principaux :

- Le mode de recrutement des élites

Prenons le cas de Monsieur Trichet (président de la BCE depuis 2003) : il vit dans la haute finance depuis longtemps. Le samedi soir, il dîne avec des patrons de grandes entreprises plutôt qu'avec des syndicalistes. Il faut être conscient de la très étroite relation entre l'industrie et le monde de la banque.

- Les organisations professionnelles

Elles sont alimentées par des entreprises de leur domaine professionnel et mandatées pour négocier des accords. Pour faire en sorte par exemple que de nouvelles règles, plus contraignantes, ne s'appliquent que dans 10 ans.

Par ailleurs, les personnes à la tête des banques centrales ne changent pas quand les gouvernements changent.

2. Faut-il maintenir le crédit ?

Oui. Le crédit permet d'anticiper sur les richesses futures. Il permet le développement, la création monétaire. Mais il faut l'encadrer de règles strictes, par exemple en circonscrivant les objectifs pour lesquels ils seraient octroyés, des objectifs considérés importants pour le développement d'un pays et d'intérêt général.

Ainsi, les règles actuelles, qui font que la BCE prête aux banques à un taux dérisoire (1 %), quand les gouvernements ne sont pas autorisés à emprunter à la BCE, devant

ainsi passer par des banques commerciales, à des taux beaucoup plus élevés (4 à 8 %), sont inacceptables.

3. Le modèle de fonctionnement de la Bundesbank allemande ne pourrait-il pas être un modèle alternatif pertinent ? Elle avait par exemple comme objectif un équilibre économique global.

Non, car d'une part la Bundesbank fonctionnait dans un cadre fédéral. L'Europe n'est pas fédérale, le cadre n'est donc pas le même. Pas ailleurs, le modèle économique sous-jacent à la Bundesbank était peu progressiste (économie à faible inflation basée sur l'exportation à des pays à forte inflation comme la France et l'Italie...).

4. On parle sans arrêt des marchés financiers. Mais qui sont-ils exactement, qui est derrière ?

Ce sont des investisseurs, des fonds de pension, des " hedge funds " (comptes spécialisés dans la spéculation), des fonds d'investissements (SICAV, assurance vie...), des agences de notation... Donc, des structures spécialisées dans la spéculation mais aussi des particuliers qui n'ont pas forcément conscience de spéculer mais demandent toujours plus de rendement à leurs placements et qui par conséquent entretiennent le système.

5. Un pays européen pourrait-il mettre en œuvre seul les alternatives proposées, mettre en place une politique anti-libérale ? Ou devrait-il sortir de la zone Euro ?

Pour ce pays, il n'y aurait que 2 solutions : développer des alliances avec d'autres pays européens pour, à plusieurs, tenter de faire bouger les choses étape par étape... ou quitter l'Union Européenne...

Plénière "Attac France"

La soirée du 12 août a été mise à profit pour rassembler les militants présents des différents collectifs français. Nous étions environ 200 personnes. L'ambiance était très intense. Le mouvement se sent davantage porté par les événements et par l'action qu'il y a quelques mois. Les discussions ont été très constructives.

L'objectif était de faire le point de la situation actuelle, des campagnes ATTAC France, et de broser les lignes de mobilisation à venir.

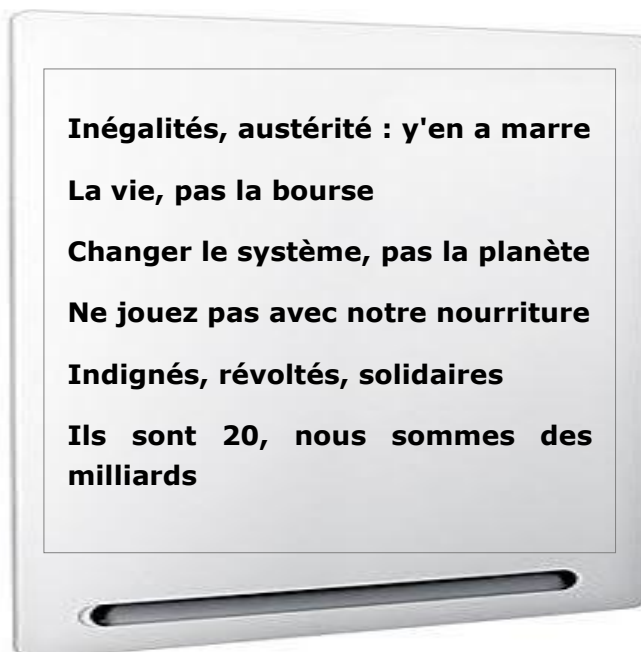
Introduction de Thomas Coutrot

Thomas a souligné à quel point cette Université d'Été était marquée par l'actualité, avec un contexte de " retour " de la crise, entrée dans sa 3^{ème} phase (phase 1 début 2007 aux US, puis en Europe en 2008) : les Etats-Unis venaient en effet d'être déclassés par les agences de notation ! Retour donc de la crise aux USA, avec une dette américaine se creusant de plus en plus et la situation s'aggravant. Selon les analystes d'ATTAC, on entre dans une phase de fortes turbulences, pouvant provoquer une nouvelle crise financière majeure dans les semaines ou mois à venir. Les Etats-Unis touchés, il n'y a plus de filet de sécurité et la situation devient dramatique dans plusieurs pays.

Pour les libéraux, cette crise est une opportunité historique de déconstruction de ce qui a été concédé en matière sociale. Ce peut être l'occasion de porter un coup fatal à l'état social au nom de la survie, avec un outil clé : la DETTE.

La dette qui sert à faire avaler toutes les couleuvres aux populations alors qu'elle est en même temps une source phénoménale de profits financiers, représentant en France près de 50 milliards d'Euros payés par les français chaque année, une somme qui talonne de près le budget de l'Education Nationale ! C'est au niveau de la dette que s'opère le plus gros du transfert du fruit du travail à la sphère privée financière.

Au cœur de la campagne pour les élections présidentielles de 2012, il y aura cette course à la sauvegarde de la notation AAA de la France. Même les socialistes y mettent leur priorité, voir par exemple F. Hollande qui parle d'" austérité de gauche " (taxer les riches, mais sans rien remettre en question dans le fond du problème). 2012 sera donc très probablement la première campagne pour les présidentielles marquée directement par les problématiques traitées par ATTAC. Les questions économiques seront au cœur des débats.



Dans ce contexte, ATTAC sera et est déjà sollicité par les médias. L'association est devenue une référence en matière économique, son " cœur de métier " est l'analyse de la situation économique et du système financier dans son incidence sur la société. C'est aussi une grosse responsabilité, dont il faut être conscient. **Il sera donc nécessaire d'être réactif et visible dans la campagne électorale.**

Pour cela, nous disposons de deux outils.

1. Un **Congrès** qui sera organisé **fin janvier / début février 2012**, avec comme projet d'y inviter pour débattre des acteurs sociaux. Au coeur de ces débats, il y aura la question de la dette, et surtout la question de comment la traiter démocratiquement. C'est un des statuts d'ATTAC de viser à reconquérir les pans entiers de démocratie disparus progressivement. Quand l'état décide par exemple d'investir dans l'armement, une consultation des citoyens devrait être obligatoire. Cette question de l'état actuel de la démocratie doit s'étendre au privé, et notamment à la finance, mais également au secteur public, qui est parfois enclavé. Il faut débattre du sujet avec les syndicats également, qui ont tendance à rester au niveau national pour lutter contre le capital, alors qu'il faudrait s'unir à l'échelle européenne. Ils n'ont pas donné une proposition claire pour lutter contre la crise. L'utilisation des ressources fait elle aussi partie des questions démocratiques.

Il faut aider les citoyens à repenser le système politique et économique (avec un rôle majeur du mouvement des indignés). C'est notre civilisation qui se joue dans les 10 ans qui viennent. C'est un très gros défi car il ne s'agit pas seulement d'une crise financière mais d'une crise structurelle du capitalisme.

2. **Mouvements / rassemblements citoyens pour un audit de la dette.** De tels mouvements, très dynamiques, ont démarré au Portugal, en Grèce, et commencent tout juste en Espagne. Il faut créer des assemblées citoyennes locales des " affectés " par le système. Pour être efficaces, ces mouvements doivent être coordonnés. Nous devons définir une stratégie et fonder des alliances. Le mouvement doit être européen et pas local, avec un groupe multiculturel. ATTAC doit donner toute son énergie pour se mobiliser avec les mouvements sociaux émergents.

L'idée est bien de mettre en question la dette publique, d'aider les citoyens à comprendre d'où elle vient, cibler les responsables de la crise, s'attaquer aux agences de notation dont les évaluations échappent aux citoyens alors qu'ils subiront de plein fouet les changements de notation. Au niveau individuel, il est difficile d'avoir les idées claires et c'est normal, car les changements qui se passent dans nos pays sont énormes. Il faut identifier les alternatives, les co-construire avec les citoyens. Arriver à provoquer un débat national sur cette question. Au niveau des collectifs nationaux, il sera important **d'organiser des réunions publiques sur la dette.**

Bilan des Campagnes

* Campagne contre l'austérité (Frédéric Lemaire)

Question de la gouvernance économique. Mise en question des réformes (retraite, sécurité sociale, flexibilisation du marché du travail,...), qui touchent progressivement tous les pays. Etape par étape pour certains (ex : réforme de la retraite en France l'année dernière ; projet d'inscrire la règle d'or, soit l'équilibre financier à tout prix, dans

la Constitution cette année), massivement pour d'autres, surtout ceux ayant bénéficié de prêts du FMI).

Ces attaques nécessitent une coordination plus forte des luttes, construire des liens entre les mouvements. Il faut articuler davantage les niveaux nationaux au niveau européen. C'est l'objectif de **journées de coordination** telles que celle prévue le **1^{er} octobre à Londres** et le **15 octobre à Berlin**.

Un autre axe de travail est de mettre en échec les discours officiels. Les analyses et propositions d'ATTAC doivent toucher le grand public. C'est l'objectif du **projet ATTAC.TV** (et de plusieurs autres projets évoqués dans le cadre des réseaux européens).

* Campagne sur les banques (Juliette Rousseau)

Campagne "A nous les banques" lancée en 2011. Il s'agit de se doter d'outils d'interpellation. Un questionnaire a par exemple été envoyé aux 6 principales banques françaises, ainsi qu'aux Comités Locaux pour interpellier les banques de leur environnement (voir vidéo sur le site Internet). Certaines ont été les premières à répondre (BNP et Société Générale), d'autres n'ont toujours pas répondu (CIC et BCE). Voir rapport publié dans la presse en juin. Un 2^{ème} rapport est prévu en septembre.

Un autre axe est de favoriser l'émergence de banques alternatives.

A venir : groupe de travail européen, pour organiser des journées d'action communes et coordonnées. **Le 15 octobre sera une journée globale de mobilisation des ATTAC d'Europe**, face aux banques (les 20 principales banques internationales étant responsables de la crise de 2008) et à la finance. Cette mobilisation se fera en lien avec l'appel des indignés d'Espagne.

Les discussions sont encore en cours sur la forme de cette mobilisation. Elle devrait être centrée sur l'action (ex : s'emparer de la Bourse, Tribunal de la Finance ?). L'idée étant d'y impliquer les gens, de les mobiliser (pas seulement les médias).

* Campagne G20 / G8 (Wilfried Maurin)

Mobilisation au Havre le WE précédant la réunion du G8 à Deauville les 25 et 26 mai derniers (insuffisamment relayée par la presse). Grosse présence policière (cf historique d'une précédente manif contre l'OTAN à Strasbourg). La mobilisation du Havre a malgré tout été festive et tout à fait pacifique.

Réunion du G20 à Cannes les 03 et 04 novembre 2011. Une **mobilisation est prévue à Nice les 1^{er} et 4 novembre** (donc pendant le sommet cette fois-ci). Il y aura également un meeting, une conférence de presse et différentes actions. **Les Comités locaux sont invités à faire part de leurs propositions d'action** ou d'activités sur l'un des 6 thèmes retenus (voir encadré plus haut).

Il est également prévu une mobilisation à Marseille le 10 septembre lors du G7 Finance.

D'autres informations ont été données sur diverses actions ou événements. L'idée est d'avoir une feuille de route collective balisant les grands événements auxquels ATTAC s'associe. A noter qu'il y aura un stand ATTAC à la Maison des Débats lors de la fête de l'Huma.

Une discussion générale a ensuite suivi.

Messages clé

- Etre attentifs et réactifs, accompagner
- Donner plus de visibilité au mouvement. Il est nécessaire de passer à l'action, par des initiatives / actions publiques pour rassembler, à bien préparer à l'avance. Ne pas hésiter à innover dans nos modes d'intervention / action.
- Notre association est pacifiée et en ordre de marche, pleine d'énergie et de projets :
" Soyons prêts à jouer notre rôle ".

Samedi 13 août

Atelier "Des alternatives locales de transition écologique ... à une transition globale de nos sociétés" (E)

Intervention : Gilles Sabatier (France).

Le principe de transition est créé en 2005 en Angleterre dans la ville de Totnes, suite à des intuitions fortes et au concept "la tête" (compréhension intellectuelle), "le cœur" (point de vue émotionnel) et "les mains" (action). En France le mouvement des villes en transition est de plus en plus connu.

Le réseau des villes en transition est un mouvement citoyen impliquant les populations locales et visant à assurer la "résilience" (capacité à absorber et s'adapter aux chocs) du territoire, en rassemblant la créativité, la solidarité et la volonté collectives.

Les premières manifestations du changement climatique, la fin du pétrole bon marché qui sera plus cher à cause de sa raréfaction. Le "pic pétrolier" est annoncé, la production de pétrole va baisser, alors que nos besoins devraient augmenter. Nous dépendons du pétrole pour presque tout : de l'alimentation aux transports, au chauffage, aux fibres synthétiques, aux emballages, ...

Avec la crise du modèle économique mondial, la bulle du crédit, on peut craindre une explosion du système financier, si la monnaie ne fonctionne plus, on ne peut plus échanger. Une crise financière c'est la fin des monnaies actuelles.

Le changement climatique, la fin du pétrole et la crise monétaire nous prouvent que nos modes de vie actuels ne sont pas durables.

Dans la transition on veut faire avec les diversités, on ne parle pas de politique par nécessité stratégique mais par inclusion et justice sociale. Nous avons tous l'impression que nous allons dans le mur, mais nous ne changeons pas, car nos sociétés sont addictives à la consommation, à la vitesse, au "bling bling" comme dirait Nicolas Sarkozy.

L'idée que nous sommes tous addictives bloque les actions. Si on pense que tout est foutu, on ne peut pas agir, il faut une vision positive pour avoir envie de faire, être dans le concret et agir.

Aller rencontrer les anciens qui sont toujours vivants et qui ont connu l'avant pétrole et leur demander de témoigner pour prendre confiance, pour se dire que c'est possible de se passer du pétrole mais sans pour autant revenir à la bougie.

L'agriculture doit servir à entretenir la terre, le sol ne doit pas être utilisé en monoculture, la terre ne doit pas servir qu'à la production, mais doit être entretenue et les cultures diversifiées. La permaculture est une science systémique qui a pour but la conception, la planification et la réalisation de sociétés humaines écologiquement soutenables, socialement équitables et économiquement viables. Elle se base sur une éthique, dont découlent des principes et des techniques permettant une intégration des activités humaines avec les écosystèmes.

La résilience est un phénomène observé en biologie, elle n'est possible que lorsque des cellules ont une relation avec l'environnement, on peut commencer par agir par quartier de manière locale, sans attendre. L'Angleterre a beaucoup de villes impliquées dans la résilience, en France ça démarre avec les villes en transition mais l'un des problèmes reste la voiture.

La résilience pour se préparer au choc de changement de civilisation, faire un travail en profondeur pour informer la population, transformer les pelouses d'immeuble en jardin potager, les villes en transition c'est un mouvement citoyen indépendant des élus.

Atelier "Actions concrètes au niveau européen pour élaborer des alternatives à l'actuelle politique de réduction des budgets" (S)

Intervention : Kenneth Haar (Danemark), Steffen Stierle (Allemagne),
Frédéric Lemaire (France)

Cet atelier s'appuyait sur plusieurs ateliers précédents sur le sujet et sur ceux centrés sur la proposition d'alternatives concrètes. Il visait à réunir les aboutissements concrets de ces ateliers pour élaborer un plan d'action européen, avec des revendications communes, pour l'automne 2011 et au-delà.

Les lignes directrices des revendications politiques d'ATTAC sont :

- La taxation de la propriété et des transactions financières, devant passer par l'harmonisation de la taxation entre les pays européens (notamment la base à prendre en compte et le taux de taxation) et la suppression des paradis fiscaux
- L'interdiction de toute forme de spéculation
- Pas de sauvetage des banques sans conditions
- La séparation des banques d'investissement et des banques commerciales
- Un contrôle démocratique des banques centrales
- Des prêts de la BCE aux pays européens à des taux faibles
- Le refus des politiques d'austérité aux conséquences sociales intolérables (faire le lien entre la finance et le social)
- Trouver d'autres moyens d'augmenter les recettes des gouvernements (cf taxation)

Voir aussi le communiqué de presse d'ATTAC Europe publié dans la semaine (11 ou 12 août).

Au niveau des actions, plusieurs initiatives sont déjà lancées ou prévues au niveau des pays :

- En Grèce, Irlande, Portugal il est réclamé un audit citoyen de la dette afin d'identifier les dettes illégales ou illégitimes. Ces initiatives sont à coordonner.
- Une coordination est en train de se construire entre les luttes contre les politiques d'austérité. Plusieurs manifestations/actions sont prévues en septembre et octobre.

Période	Action
31/09/2011 – Londres	Meeting sur la dette
1 ^{er} /10/2011 – Londres	Meeting européen contre l'austérité (Coalition of Resistance)
04 et 05/11/2011 – ATTAC Suisse	Université ATTAC, avec focus sur la crise de la dette et le mouvement des indignés
08/10/2011 – Madrid	Rassemblement des représentants de différents pays sur la dette (Irlande, Portugal,...)
12/10/2011	Forum social
Entre le 08 et le 15/10/2011 – Bruxelles	Arrivée des indignés partis d'Espagne cet été et qui seront passés dans plusieurs capital d'Europe
15/10/2011 – Berlin	Action devant le Tribunal (Hearing on Crisis)
Fin octobre 2011	ATTAC France : meeting sur la dette ?

A noter que le 15 octobre devrait être une journée d'actions coordonnées. La coordination entre les différents mouvements et actions est essentielle et est revenue souvent dans les discussions.

Il est également mentionnée l'organisation d'une " journée banque " par mois (chaque 1^{er} vendredi) dans les différents pays (actions devant les banques, selon l'imagination de chaque collectif).

Pour soutenir toutes ces actions, du matériel pédagogique va être élaboré (video, sticker et leaflet,...). Pour toutes ces actions, il serait aussi important de se coordonner avec les syndicats.

Sites et liens utiles et/ou cités au cours des débats

Joinsocialconference.eu

www.takethesquare.net

Forum "Ecologie et climat"

Intervention : Andrea Vetter (Allemagne), Fergal Anderson (Irlande),
Geneviève Azam (France)

L'analyse économique et politique des ressources naturelles nous conduit inévitablement à une question centrale du capitalisme contemporain : celle de la durabilité de l'environnement, de la nature et par extension, de la viabilité de la planète. L'écologie économique critique attire l'attention sur le caractère non durable des modes de production et de consommation actuels.

Il n'y a aucune justice sociale sans justice économique, l'agriculture mondialisée mène au pillage de terrains dans les pays du sud, il faut sortir de la crise écologique qui menace l'existence de milliers de personnes. Nous avons besoin d'un nouveau tournant écologique.

Une ère post-croissance constitue une utopie, il faut analyser la situation pour en venir à la stratégie. Nous n'avons pas réussi à créer une croissance économique " gagnant gagnant " en termes de développement. L'économie a progressé de 500% ces dernières années, mais le développement qui devrait en découler n'est pas le même partout et est très inégal : les salaires stagnent tandis que les riches sont de plus en plus riches, ce qui creuse le fossé entre les riches et les pauvres, les femmes possèdent seulement 1% de la richesse mondiale, accaparée par les hommes, bref, le capitalisme durable n'a pas mené aux impacts attendus.

Il y a donc une très mauvaise répartition des richesses plus qu'un problème effectif de quantités insuffisantes en termes de ressources. On ne voit pas non plus d'amélioration de la situation écologique, même si on parle maintenant de développement durable : les émissions polluantes ont été multipliées par 2, de nombreux espaces disparaissent en permanence, la surface des mers et des forêts se réduit...

L'uniformisation de notre modèle n'est pas possible, la migration de gens indigents se développe, la crise est mortifère car elle engendre des luttes sociales et environnementales qui touchent les pauvres mais pas les riches, qui ont les moyens de se protéger.

Il faut donc employer d'autres méthodes. Viser la décroissance plutôt que la croissance. Une transformation socio-écologique de la société est nécessaire.

Cinq planètes seraient nécessaires si tous les humains avaient une économie consumériste, selon le système capitaliste. Beaucoup de produits sont virtuels et nous n'en avons pas vraiment besoin. L'écologie ne peut pas croître indéfiniment.

L'horizon utopique de la post-croissance, l'idée de l'accumulation capitaliste doit être renversée, nous avons besoin d'une économie se basant sur le nécessaire plutôt que sur l'acquisition de profits maximum. Se centrer sur l'essentiel de la vie, prendre soin les uns des autres, veiller à l'amélioration du bien-être plus que de la performance et nous libérer de cette fixation des systèmes. Faire confiance aux êtres humains plutôt qu'aux techniques.

Cela signifie de se doter de critères sociaux et pas seulement économiques pour évaluer les effets positifs ou négatifs de la " croissance ".

Des alternatives existent qu'il faut privilégier, comme les coopératives, les moyens de mobilité collectifs. Et surtout, il faut viser la solidarité alimentaire au niveau international. L'éthique, les valeurs que nous partageons entre humains, doit maintenant être étendue à une éthique avec la nature. Il faut privilégier la relation à l'autre, la coopération entre humains, plutôt que la compétition.

Mille agriculteurs disparaissent chaque jour, car ce ne sont plus les citoyens qui contrôlent les systèmes agricoles mais les multinationales, avec à la clé l'utilisation croissante des pesticides, etc. L'eau et les terrains sont privatisés et font l'objet de spéculations. Les agriculteurs ne possèdent plus la terre. Le démantèlement des petits producteurs est en cours, alors que l'agriculture existe depuis 4000 ans. L'Europe est ainsi devenue le 1^{er} importateur au Monde. Les multinationales ne comprennent pas le principe des écosystèmes et appliquent la logique libérale de bénéfices à des systèmes naturels, des systèmes écologiques. Les terres ne sont plus considérées comme une ressource fondamentale pour les plantations et cultures au profit de l'alimentation des

populations, mais sont mises au service de la seule performance du système industriel au sens large (par exemple, culture du soja pour la fabrication de produits cosmétiques). D'où beaucoup de dégâts, notamment sur la bio-diversité. Il n'y a plus de cultures vivrières, la spéculation est massive, les changements énormes en matière d'investissement.

Ce sont bien des choix politiques qui ont menés à cette situation, où l'on permet la spéculation massive et l'accaparement par l'industrie et la finance des terres et des ressources (eau, semences...). L'impérialisme prend sa source dans la domination de la nature, nous ne voulons pas d'un monde parfait mais d'un monde viable.

Il existe des alternatives. Il faut mettre au centre de nos revendications la souveraineté agricole, qui passe par :

- Le droit des peuples à décider de leur système agricole
- Ne pas participer au dumping, déposer nos excédents sur d'autres marchés
- Contrôler l'accès à l'eau et aux terrains, en reprendre le contrôle
- Soutenir les petits agriculteurs : il s'agit de s'impliquer à l'échelle locale, pour ne pas être des consommateurs mais des acteurs du changement, prendre en compte les besoins des agriculteurs, ce dont nous n'avons pas l'habitude
- Etablir un lien avec les syndicats agricoles
- Aider les jeunes agriculteurs à accéder aux terrains et aux ressources

La résistance est fertile. Les voies alternatives existent et sont déjà expérimentées, mais ne sont pas visibles. Il faut les rassembler.

Il faut également peser sur les décisions politiques, investir l'espace politique. Le budget agricole est le 1^{er} budget de l'UE, mais il n'y a aucune transparence sur son utilisation. Certains choix sont clivants en matière d'énergie. ATTAC a ainsi voté en 2008 (après en avoir beaucoup débattu), une résolution pour sortir du nucléaire, dont la France est très dépendante pour sa production d'électricité. L'association s'est également prononcée contre l'extraction des gaz de schiste. Avec l'augmentation de la croissance, nos dépenses énergétiques augmentent. Le changement climatique est causé par l'activité humaine. Il faut repenser nos consommations énergétiques. Pour autant, la transition ne s'improvise pas : une éolienne par exemple nécessite 3 tonnes de cuivre pour sa fabrication.

Atelier "La politique sans les politiciens" (D)

Intervention : Paul Nollen (Belgique), Alexandre Zenon (Californie)

L'intervention a commencé par un rappel des théories sur le pouvoir, la soif de pouvoir qui serait innée (une expérience de sociologie aurait été menée sur le sujet, avec des prisonniers et des gardes qui se pris tellement au jeu que l'expérience a du être arrêtée en catastrophe). Lien entre goût du pouvoir et personnalité machiavélique, c'est-à-dire cette tendance à tromper autrui au bénéfice de son intérêt propre.

Les institutions amènent inévitablement à des abus de pouvoir, avec la nomination au final d'experts, de spécialistes, ce qui permet une plus grande efficacité des institutions et de les rendre pérennes (cf Roberto MICHELS, sociologue, 1911).

Qu'en est-il de la démocratie actuelle ? De fait, le pouvoir est concentré dans les mains d'un petit nombre de personnes se connaissant très bien (même famille sociale, même famille de pensée, voire même famille tout court). Il ne s'agit donc plus de démocratie mais d'oligarchie.

Est-ce inévitable ? Cela est lié au fait que de plus en plus, il y a peu de différences entre certains partis politiques, les frontières deviennent floues. D'où des accords, sur lesquels le peuple ne peut pas intervenir. Les élections ont lieu tous les x années, il n'y aucun contrôle du peuple entre les élections. On peut donc parler à ce niveau de "particratie".

Le vote d'un individu est guidé par plusieurs variables psychologiques :

- on vote pour un programme : encore faut-il bien le connaître
- et selon la confiance que l'on attribue au politicien pour qui l'on vote.

Des études expérimentales ont montré qu'en fait, se retrouvent dans un vote des personnes au niveau de connaissance très varié du programme du candidat pour lequel ils ont voté. Et la confiance envers les politicien tend à diminuer considérablement, et ceci avant même la crise.

Entre oligarchie et "particratie", notre démocratie n'est donc plus vraiment démocratique. D'où la mise en question de la nécessité des élites. Emerge alors la notion de démocratie directe, dont le modèle est la Suisse, pays dans lequel le peuple gouverne lui-même depuis 150 ans.

Quelles sont les caractéristiques / avantages de la démocratie directe :

- elle constitue une vraie représentativité du peuple, dans le sens où elle rend compte du point de vue de tous les citoyens ;
- elle est efficace, car son fondement est la "sagesse des foules" (on nous montre ici une belle courbe de Gausse qui nous indique que la moyenne des opinions de la population est ce qui se rapproche le plus de ce qui la bonne décision).
- elle démontre qu'il n'est pas nécessaire d'être un expert pour prendre de bonnes décisions (cf une expérience qui montre le consensus sur une décision quel que soit le niveau d'information de chaque individu).

La démocratie directe nécessite aussi quelques règles. Par exemple en Suisse, les lois qui sont votées ont émergé d'un référendum (avec deux types de référendum : ceux qui sont obligatoires sur des choses de base comme le budget et ceux qui sont proposés par les citoyens sur la base d'un certain nombre de signatures). Il s'agit bien de référendum, que l'on distingue d'un plébiscite (référendum demandé par un politique), interdit en Suisse. Le résultat d'un référendum est toujours contraignant : le texte proposé devient une loi une fois voté.

Outre la Suisse, la Démocratie directe est appliquée : dans la moitié des états des USA, dans certains landers allemands ou encore dans certaines régions d'Italie, mais seulement au niveau local. La Suisse est le seul pays l'appliquant au niveau national.

Comment introduire la Démocratie directe : par la technique du Cheval de Troie, c'est-à-dire par l'intérieur du système. Un programme est construit par vote des citoyens (par exemple par e-voting) et un candidat est désigné pour défendre ce programme à une élection. Des expériences de ce type ont été menées récemment en Suède (banlieue de Stockholm) et ont franchi une première étape, avec un élu (expérience Demoex).

Discussion

- Attention : les idées majoritaires ne sont pas forcément les bonnes, celles qui vont dans le sens du bien de tous. Démocratie : représentativité des opinions ou émancipation des peuples (que l'on cherche à tirer vers le haut)
- Comment contrecarrer l'influence des médias : un débat démocratique préalable est indispensable

oooOooo

